Intervention de S.E.M. Ali Hachani, Président du Conseil économique et social

à la séance du Conseil de sécurité sur Haïti

New York, le 27 mars 2006

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur et un plaisir de prendre la parole, en ma qualité de Président du Conseil économique et social, à cette séance du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Haïti. Je tiens tout d'abord à remercier la présidence argentine du Conseil pour cette opportunité. Je tiens ensuite à exprimer mes vives félicitations au Premier Ministre Latortue pour son action remarquable ces deux dernières années ainsi qu'au Président élu René Préval. Recevez, Monsieur le Président, tous nos vœux de succès dans vos fonctions et l'assurance de notre confiance dans votre capacité, nourrie par une expérience politique au plus haut niveau, à engager Haïti sur la voie de la stabilité et du développement.

Haïti vit un tournant de son histoire. Suite à la transition politique des deux dernières années, le pays est à même de mettre en place un système institutionnel et administratif stable, apte à libérer les forces vives de la nation et à renforcer l'appareil d'état de façon à satisfaire les besoins fondamentaux de la population. La lutte contre la pauvreté, objectif qui réunit la communauté internationale toute entière, ne pourra en effet être engagée que dans un climat politiquement et socialement pacifié et grâce au renforcement des structures publiques.

Les corrélations entre le développement socio-économique et la stabilité politique ne sont plus à démontrer. Plusieurs instances de l'ONU ont souligné le risque marqué de déstabilisation et de violence politique que connaissent les pays pauvres et la difficulté rencontrée à pérenniser la stabilité en l'absence d'une aide internationale massive. Haïti en est l'illustration. Il est donc crucial que le Conseil économique et social et le Conseil de Sécurité travaillent main dans la main pour apporter des réponses aux problèmes du pays.

Haïti est à l'ordre du jour de l'ECOSOC depuis plusieurs années. Le groupe consultatif spécial, mis en place en 1999 pour formuler des recommandations sur le développement d'Haïti sur le long terme, a été réactivé en novembre 2004 et reprend toute son actualité aujourd'hui, alors que le pays connaît une stabilité retrouvée. Dans son rapport à l'ECOSOC l'an dernier, le groupe a souligné la gravité de la crise non seulement économique mais aussi sociale et environnementale que traverse le pays. Nous sommes

tous conscients de l'ampleur de la tâche qui attend les responsables haïtiens. Dans ce contexte, seul un partenariat de long terme entre les autorités et la communauté internationale peut générer le redressement tant attendu.

Au cours des derniers mois, le groupe spécial s'est entretenu avec les autorités haïtiennes chargées de la planification et de la coordination de l'aide extérieure, qui travaillent à l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté. Tout récemment, il a rencontré les membres de la Cellule de réflexion stratégique, placée sous l'égide du Ministère de la planification et chargée d'élaborer des pistes de réflexion sur le développement à long terme. De telles démarches nous semblent prometteuses, car un accord sur les grands axes de développement du pays, porté par une vision partagée au plan national, est un préalable au redressement. Ces réflexions peuvent aussi contribuer à donner corps au dialogue national que l'on entend engager.

La communauté internationale doit contribuer au développement d'Haïti et faire preuve de réactivité et de générosité sur le long terme. Le Conseil économique et social, par le biais, en particulier, de son groupe spécial, s'est engagé à suivre et à guider ce processus. Il le fera en juillet prochain à Genève, au cours de sa session de fond de 2006, sur la base du prochain rapport du Groupe et des recommandations qui y seront formulées, l'accent étant mis sur la cohérence et la pérennité de l'aide internationale.

Grâce aux efforts combinés des uns et des autres, haïtiens et internationaux, Haïti peut sortir de la crise et disposer de perspectives de développement conformes aux aspirations de la population, dans un large consensus national. Chacun à son niveau doit accomplir des efforts en ce sens. Soyez assuré que le Conseil économique et social accomplira les siens envers Haïti.

Je vous remercie.